

AUDITEURS & CONSULTANTS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

Inscrite au tableau de l'Ordre de Paris – Ile de France

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

PEC GARD

PEUPLE ET CULTURE DU GARD

582C Chemin Combe des Oiseaux

30900 NIMES

N° SIRET 380 502 252 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

(sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021)

Espace Descartes – 12 rue Albert Einstein

77420 Champs sur Marne

Tél. 01 70 01 71 00 – Fax. 01 70 01 71 18

contact@auditeurs-consultants.com

Société à responsabilité limitée au capital de 328 000 Euros - RCS Meaux B 434 495 693 - APE 6920 Z

PEC GARD
PEUPLE ET CULTURE DU GARD

582C Chemin Combe des Oiseaux
30900 NIMES

N° SIRET 380 502 252 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

PEC GARD
PEUPLE ET CULTURE DU GARD

582C Chemin Combe des Oiseaux
30900 NIMES

N° SIRET 380 502 252 00048

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Membres de PEC GARD,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PEC GARD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association PEC GARD à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justifications des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et d'activité du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir des fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Champs sur Marne, le 8 juin 2022

Le commissaire aux comptes
AUDITEURS & CONSULTANTS

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Jean-François LE HEN

ANNEXE AU RAPPORT GENERAL SUR LES COMPTES ANNUELS

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PEUPLE ET CULTURE GARD

ASSOCIATION PEUPLE ET CULTURE GARD
30900 NIMES

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	5 815	5 815				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	110 422	93 085	17 337	31 570	14 233	45.08
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	300		300	300		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	11 044		11 044	11 044		
	Autres	14 530		14 530	14 660	130	0.89
	Total I	142 111	98 900	43 211	57 574	14 363	24.95
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	27 817		27 817	84 004	56 188	66.89
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	113 097	1 113	111 984	16 894	95 090	563.60
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	254 554		254 554	188 430	66 124	35.09
	Charges constatées d'avance (2)	3 187		3 187	4 668	1 481	31.73
	Total II	398 655	1 113	397 542	293 997	103 545	35.23
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		540 766	100 013	440 753	351 570	89 183	25.37

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

PEUPLE ET CULTURE GARD

ASSOCIATION PEUPLE ET CULTURE GARD
30900 NIMES

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2021	Exercice N-1 31/12/2020	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires		6 000	6 000	100.00
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	110 857	94 667	16 190	17.10
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau		51 862	51 862	100.00
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	14 785	62 052	47 267	76.17
	Situation nette (sous total)	125 642	110 857	14 785	13.34
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	51 577	63 135	11 558	18.31
	Provisions réglementées				
	Total I	177 218	173 992	3 227	1.85
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	17 400	27 766	10 366	37.33
	Total II	17 400	27 766	10 366	37.33
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	125 254	64 115	61 138	95.36
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	93 114	84 866	8 249	9.72
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	15 591	832	14 759	NS
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	12 175		12 175	
	Total IV	246 134	149 813	96 321	64.31
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	440 753	351 570	89 183	25.37

(1) Doit à plus d'un an
Doit à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Dossier N° PEC en Euros

ENTREPRISE ON DEMAND MASTER



PEUPLE ET CULTURE GARD

ASSOCIATION PEUPLE ET CULTURE GARD
30900 NIMES

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	315		435		120	27.59
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	60	353	73	424	13	072
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	927	237	800	915	126	322
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières	13	708	12	000	1	708
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	51	551	1	860	49	691
Utilisations des fonds dédiés	22	766	5	250	17	516
Autres produits	310		97		214	220.89
Total I	1	076 240	893	981	182	258
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	401	768	369	755	32	013
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	23	344	8	618	14	726
Salaires et traitements	444	464	317	947	126	517
Charges sociales	134	196	98	407	35	789
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	13	499	11	586	1	913
Dotations aux provisions	513		12	858	12	345
Reports en fonds dédiés	12	400	27	766	15	366
Autres charges	54	841	10	151	44	690
Total II	1	085 025	857	088	227	937
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	8	785	36	894	45	679

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

PEUPLE ET CULTURE GARD

ASSOCIATION PEUPLE ET CULTURE GARD
30900 NIMES

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		480		524	44	8.33
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		480		524	44	8.33
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		480		524	44	8.33
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		8 305		37 417	45 723	122.20
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		22		1 039	1 017	97.86
Sur opérations en capital		26 128		25 867	260	1.01
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		26 150		26 907	757	2.81
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		561		2 272	1 711	75.31
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		2 499			2 499	
Total VI		3 060		2 272	788	34.69
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		23 090		24 634	1 545	6.27
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		1 102 870		921 412	181 458	19.69
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		1 088 085		859 360	228 725	26.62
5. EXCEDENT OU DEFICIT		14 785		62 052	47 267	76.17

PEUPLE ET CULTURE GARD

Produits - Contributions volontaires en nature				
Bénévolat	5 177			
Dons en nature	0			
TOTAL IX	5 177			
Charges - Contributions volontaires en nature				
Bénévolat	5 177			
Dons en nature	0			
TOTAL X	5 177			
6. Résultat contributions volontaires (IX-X)	0			

Association Peuple et Culture Gard

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021

PEUPLE ET CULTURE Gard Annexes 2021 V1.docx

Table des matières

1 Informations générales et faits majeurs de l'exercice	21
1.1 Objet social de l'entité	
1.2 Nature et périmètre de l'activité	21
1.3 Moyen matériel	21
1.4 Faits majeurs de l'exercice	21
1.5 Principes, règles et méthodes comptables	21
1.5.1 Présentation des comptes	22
1.5.2 Méthode générale	22
1.5.3 Changement de méthode d'évaluation	22
1.5.4 Changement de méthode de présentation	22
2 Informations relatives au bilan	23
2.1 Actif	23
2.1.1 Tableau des immobilisations	23
2.1.2 Tableau des amortissements	23
2.1.2.1 Méthode d'amortissement	23
2.1.3 Immobilisations : évaluation	24
2.1.4 Créances	24
2.1.5 Etat des provisions	24
2.2 Passif	24
2.2.1 Fonds propres	24
2.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise	24
2.2.2 Subvention d'investissement	25
2.2.3 Fonds dédiés	25
2.2.4 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires	25
2.2.5 Etat des dettes	26
2.2.6 Produits constatés d'avance	26
3 Informations relatives au compte de résultat	26
3.1 Ventilation des produits d'exploitation	26
3.2 Ventilation de l'effectif moyen hors contrats aidés en ETP	27
3.3 Contributions volontaires	27
4 Autres informations	27
4.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants et cadres salariés : Loi n°2006 – 586 du 23/05/2006 – Article 20	27
4.2 Engagements financiers	27
4.2.1 Emprunt auprès des organismes bancaires	27
4.2.2 Financements court terme	27
4.3 Autres informations	27
4.3.1 Rémunération du commissariat aux comptes	27

1 Informations générales et faits majeurs de l'exercice

1.1 Objet social de l'entité

Par l'adhésion à l'Union Peuple et Culture, l'association départementale fait siens les objectifs fondamentaux de Peuple et Culture.

Elle a pour vocation la réalisation au plan départemental des objectifs de Peuple et Culture dont les moyens d'action privilégiés mais non exclusifs sont :

- L'information
- La formation, qu'il s'agisse de formation de base ou de formation continue dans le champ professionnel et/ou social
- L'accompagnement social
- Le développement de l'emploi
- L'action culturelle
- L'animation socioculturelle
- Les voyages d'études et les échanges internationaux

1.2 Nature et périmètre des activités

Les activités exercées dans le cadre de notre objet social sont les suivantes :

- E2C « Un tremplin pour les Jeunes » : Ecole de la deuxième chance ouverte aux Jeunes de 16 à 29 ans ayant quitté le système scolaire depuis + de 6 mois. Cette action, menée en co-traitance avec le CEMEA Occitanie, est pilotée par la Région Occitanie à la suite de l'obtention d'un appel d'offre d'une durée de 3 ans (2019-2021). Cette action est financée par la Région Occitanie, la DREETS, la DRAC, l'ANCT.
- Action REPERE : Cette action a pour but de repérer des jeunes dits « invisibles » c'est-à-dire qu'ils ne sont identifiés dans aucun dispositif institutionnel (Pôle Emploi, Mission Locale...). Cette action est financée par la DREETS (anciennement DIRECCTE)
- Action LECTIO : Cette action vise à l'apprentissage de la langue française et est destinée à un public en situation d'illettrismes. Cette action est exercée en co-traitance avec le CRFP et NOUAS et financée par le Conseil Régional d'Occitanie
- Voyages et événements culturels : organisation de manifestations culturelles (expositions, rencontres...) et organisations de voyages internationaux ayant pour thème les biennales d'art contemporain. Cette action est financée par les adhérents (avec pour seuls participants les adhérents de l'association)

1.3 Moyen matériel

L'activité est exercée sur 2 lieux distincts :

- 80 avenue Jean Jaurès à Nîmes d'une surface disponible d'environ 500 m2
- 582C chemin Combe des Oiseaux à Nîmes d'une surface disponible d'environ 450 m2

L'association est équipée essentiellement de matériel pédagogique pour assurer les formations et les différentes activités des stagiaires (ordinateurs, tableaux numériques, mobilier de bureaux, livres, documentation...).

Des plateformes pédagogiques ont été mises en place afin de pouvoir accompagner les stagiaires en distanciel en complément de l'activité habituelle en présentielle.

L'association emploie 9 formateurs et 1 chargée de relations entreprises et le CEMEA, entant que co-traitant de l'action E2C de Nîmes, met à disposition 2 salariés.

3 bénévoles sont chargés depuis janvier 2020 au sein de l'E2C de faire du soutien en français pour les stagiaires les plus en difficulté.

L'association fait également appel à des intervenants extérieurs pour des ateliers tel que la PAO, l'écriture journalistique...

1.3 Faits majeurs de l'exercice

Adaptation de l'équipe avec l'embauche de 3 ETP supplémentaires pour mettre en phase la masse salariale avec le volume d'activité.

Toujours pas de reprise des voyages internationaux du fait de la crise sanitaire.

Négociation et obtention du nouvel appel d'offre Occitanie concernant l'E2C de Nîmes pour la période 2022-2025.

Poursuite de l'action REPERE en 2022 qui devait s'arrêter à l'origine en décembre 2021.

1.5 Principes, règles et méthodes comptables

1.5.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

1.5.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le plan comptable général défini par l'article 932-1 du règlement ANC n° 2014.03 et en respectant les spécificités relatives aux personnes morales de droit privé à but non lucratif définies par le règlement ANC n° 2018-6 du 5.12.2018.

1.5.3 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice, mais les contributions volontaires ont été chiffrées et comptabilisées en pied de compte de résultat pour la première fois en 2020 conformément au règlement ANC n° 2018-6.

1.5.4 Changement de méthode de présentation

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Le seul changement de méthode de présentation est lié à l'application du règlement ANC n° 2018-6 du 5.12.2018 qui comptabilise en provision les fonds dédiés et les reprises pour fonds dédiés en résultat d'exploitation alors que le plan comptable associatif 1999 classait ces comptes en résultat exceptionnel.

Comptes	Libellé	Année 2021	Année 2020
689400	Dotations provisions pour fonds dédiés	12 400	27 766
789400	Reprises sur provisions pour fonds dédiés	22 766	5 250

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Immobilisations	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATION S	DIMINUTION S	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	13 465		7 650	5 815
Immobilisations corporelles	138 308	2 566	30 452	110 422
Installations agencement divers	42 723	1 766	5 252	39 237
Matériel de transport	800		800	0
Matériel de bureau et informatique	70 008		16 396	53 612
Mobilier	24 777	800	8 004	17 573
Immobilisations financières	26 004	0	130	25 874
Titres de participation	300			300
Prêt effort de construction	11 044			11 044
Cautionnements	14 660		130	14 530
TOTAL	177 777	2 566	38 232	142 111

2.1.2 Tableau des amortissements

Immobilisations	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS CUMULES A LA FIN DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	13 465		7 650	5 815
Immobilisations corporelles	106 739	16 026	29 680	93 085
Installations agencement divers	42 148	325	5 252	37 221
Matériel de transport	28		28	0
Matériel de bureau et informatique	39 786	15 406	16 396	38 796
Mobilier	24 777	295	8 004	17 068
TOTAL	120 204	16 026	37 330	98 900

2.1.2.1 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisation	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 3 ans
Installation générales	Linéaire	5 à 8 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

2.1.3 Immobilisations : Evaluation

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.4 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	0	0	0
Prêts (1)	0	0	0
Autres	0	0	0
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	27 817	27 817	0
Autres	113 097	113 097	0
Charges constatées d'avance	3 187	3 187	0
TOTAL	144 101	144 101	0
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

2.2.1 Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
sur comptes clients	44 765		44 765	0
Autres provisions pour dépréciation	4 415	513	3 815	1 113
TOTAL	49 180	513	48 580	1 113
dont dotations et reprises d'exploitation		513	48 580	

2.2 Passif

2.2.1 Fonds propres

2.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Nature de provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Subvention d'investissement non amortie	6 000		6 000	0
Réserve projets association	51 450	59 407		110 857
Fonds de réserve	43 217		43 217	0
Report à nouveau	-51 863		-51 863	0
TOTAL	48 804	59 407	-2 646	110 857

2.2.2 Subvention d'investissement

Subvention d'investissement 2021 à amortir : 155 195 €, reprise au compte de résultat pour 103 618 €. Soit 51 577 €

2.2.3 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pas pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique "engagements à réaliser sur ressources affectées" (sous compte "engagements à réaliser sur subventions attribuées") et au passif sous le compte "fonds dédiés".

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».

Type de Fonds Dédiés	Montant initial	Fonds constitué sur l'exercice	Fonds à engager sur l'exercice	Fonds dédiés en fin d'exercice
E2C Nîmes				
Fondation SNCF projet guide du routard	12 000		7 000	5 000
DRAC subvention 2020 - journal L'Œil 2 la Chance	1 500		1 500	0
Fondation TOTAL projet sensibilisation à l'offre de formation du Campus L'Industreet		10 000		10 000
				0
				0
Repère				
DREETS	14 266		14 266	0
Projet Camargue				
Conseil Départemental du Gard		400		400
ANCT		800		800
Région Occitanie		800		800
Ville de Nîmes		400		400
				0
TOTAL	27 766	12 400	22 766	17 400

2.2.4 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

La convention collective appliquée dans l'association des organismes de formation prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Les indemnités de départ à la retraite, dans la mesure où les salariés concernés seraient encore présents dans l'association au moment de leur départ représentent :

	Mt indemnité	Mt charges	total
à verser dans 1 à 5 ans	2 189	601	2 790
à verser dans 6 à 10 ans	21 509	7 107	28 615
à verser dans 11 à 20 ans	4 425	1 197	5 621
à verser dans 21 à 30 ans	10 854	3 137	13 990
	38 976	12 041	51 017

Ce montant n'est pas comptabilisé en provision pour risques et charges.

2.2.5 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires (2)				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
à 2 ans au maximum à l'origine				
à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	125 254	125 254		
Fournisseurs	118 148	118 148		
Factures non parvenues	7 106	7 106		
Dettes fiscales et sociales	93 114	93 114		
Personnel rémunérations	5 072	5 072		
Provisions congés payés	14 745	14 745		
Caisse sociales	54 105	54 105		
Charges fiscales à payer	19 192	19 192		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes (3)	15 591	15 591		
Produits constatés d'avance	12 175	12 175		
	246 134	246 134	0	0
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(3) Dont ... envers les associés (indication du poste concerné)				

2.2.6 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 12 175 €. Ils correspondent à une part de la subvention accordée par la région PACA. Celle-ci a été accordée pour la période allant du 01 novembre 2021 au 31 décembre 2022. Il a donc été affecté 12/14^{ème} du montant total de 14204.74 € en produits constatés d'avance.

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation des produits d'exploitation

Nature des produits d'exploitation	Montant
Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	60 668
Subventions - conventions	281 310
Concours publics	645 927
Variation production	0
Transfert de charges	2 971
Autres produits	14 018
Reprise de provisions	71 346
TOTAL	1 076 240

3.2 Ventilation de l'effectif moyen hors contrats aidés en ETP

Catégories Personnel salarié

Cadre 1,17

Non cadre 14.08

TOTAL 15.25

3.3 Contribution volontaires

Les contributions volontaires ont été chiffrées et comptabilisées en pied de compte de résultat pour la première fois en 2020 conformément au règlement ANC n° 2018-6.

Contributions volontaires - bénévolat

Nb de bénévoles	Nb bénévoles ETP	Nb d'heures bénévoles	Taux horaire chargé - smic	Montant CV
14	3.19	483.50	10.71	5 177.06

Méthode d'évaluation : chiffrage selon le smic horaire majoré des charges patronales

Contributions volontaires - dons en nature

Matériel	Quantité	Valeur	Montant CV
	0	0	0

Méthode d'évaluation : estimation à la valeur vénale

4 Autres informations

4.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants et cadres salariés :

Loi n°2006 – 586 du 23/05/2006 – Article 20

Les administrateurs ne sont pas rémunérés.

4.2 Engagements financiers

4.2.1 Emprunt auprès des organismes bancaires

Au 31 décembre 2021 l'engagement s'élève à la somme de : 0 €
se décomposant comme suit :

- capital restant dû 0 €
- intérêts restant dus 0 €

4.2.2 Financements court terme

Dailly : 0 €

Intérêts courus : 0 €

4.3 Autres informations

4.3.1 Rémunération du commissariat aux comptes

Les honoraires relatifs à la mission d'audit légal facturés en 2021 représentent 6 768 €.